



Les recensions de l'Académie de septembre 2026¹

Colonisés, déplacés, exploités : les travailleurs indochinois en Dordogne (1940-1948) /

Pierre Daum

Éd. Elytis, 2026

Cote : In-4 2367 (Delafosse)

« Sortir de l'oubli l'histoire des Travailleurs indochinois en Dordogne », sur la période considérée (1940-1948), telle est la mission que s'est assignée Pierre DAUM en concevant un ouvrage s'appuyant sur ses recherches dans les archives de la France d'Outre-mer, les archives diplomatiques, et les archives départementales de la Dordogne. A la consultation de quelque 10.000 documents se sont ajoutés des entretiens avec les rares témoins encore en vie.

Le livre est enrichi par des contributions tirées du fonds photographique Bondier-Lecat, environ 150.000 images, qui abrite les clichés du studio familial de Bergerac mais aussi des prises de vues dont étaient les auteurs deux surveillants-interprètes indochinois, Buy et Tô, issus de l'élite vietnamienne proche du colonisateur. Sans surprise, ces photos destinées aux familles des travailleurs donnaient l'image la plus favorable possible de leur existence en Dordogne, écartant toute vision de leurs réalités laborieuses au profit des quelques apparitions endimanchées ou sportives.

La réquisition de ces personnels coloniaux, déjà pratiquée lors de la Première Guerre mondiale, est actée le 29 août 1940 pour l'Indochine. Celle-ci fournira la moitié des travailleurs venus de l'Empire, soit 20.000 hommes, originaires essentiellement de l'Annam ; 5 % d'entre eux sont des volontaires. Les premiers à partir, environ 1500, embarqués à bord du Yalou, cargo transformé en dortoir géant, arrivent le 22 janvier 1940 à Marseille où ils sont victimes d'une épidémie d'oreillons. Aussi ne gagnent-ils Bergerac, en train de marchandises, que le 13 février 1940. Au nombre de 1338, ils seront complétés ensuite pour former 6 compagnies de 250 hommes. Affectés à la Poudrerie nationale, ils sont hébergés dans deux grands hangars, des anciens ateliers où ils dorment dans des « châlits doubles », en immenses travées abritant chacune 250 hommes. Ils ne disposent d'aucun placard, leurs vêtements pendent de leur châlit,

¹ 

Les recensions de l' [Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).

Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)



et ils circulent avec des sandales en bois dotées de bandes de caoutchouc découpées dans des chambres à air de vélo usagées.

Leurs conditions de vie ne paraissent pas s'améliorer dans la durée. L'hiver, ces locaux ne sont quasiment jamais chauffés, une température de -1 est relevée. Les rations alimentaires sont apparemment pillées par l'encadrement français ; une inspection du ministère des Colonies révèle que la ration de viande de 75 g. des travailleurs est ramenée au tiers, dans leurs assiettes. Longtemps, ils ne disposent d'aucune installation sanitaire. En 1943, la « Main d'œuvre Indigène » (M.O.I.) dénonce à l'employeur, le Service des Poudres, « un véritable défi à l'hygiène ». Malnutrition, froid et promiscuité auraient contribué à un taux de mortalité de 8,5 % des travailleurs arrivés à Bergerac en février 1940 contre 6% pour l'ensemble des requis en métropole.

Prévus pour rester la durée de la guerre, ils sont renforcés, le 6 juin, par 800 hommes arrivés de Tourane, en pleine offensive allemande. Après la débâcle, l'armistice du 22 juin et la partition du pays, la fabrication des poudres cesse, le 1^{er} juillet 1940, dans les usines de la « Zone libre » d'où la rupture du contrat liant la Poudrerie nationale de Bergerac à la « Main d'œuvre Indigène ». Les travailleurs se retrouvent au chômage. La M.O.I., qui entend conserver son autorité sur ses effectifs, les regroupe en Zone libre pour organiser leur retour ; les 13 premières compagnies embarquent, selon leur numéro d'ordre, pour l'Indochine, à partir de janvier 1941. En dépit des risques d'arraisonnement par la « British Navy », les navires suivent la route maritime contournant l'Afrique. Les trois compagnies basées à Bergerac, en queue de liste, ne pourront le faire après le blocage de l'Eridan, le 12 septembre 1941, contraint à rebrousser chemin au niveau du Cap de Bonne Espérance. Les Vietnamiens de Bergerac, ainsi retenus en métropole, attendront près d'une dizaine d'années, pour certains, leur retour au pays. Quelle a été, entre temps, leur existence ?

Le gouvernement de Vichy n'entend pas les mettre en concurrence avec les Français sur le marché du travail. Dans la mesure où l'État les loge, les habille, les nourrit et rémunère les 300 fonctionnaires chargés de leur encadrement, la M.O.I. loue leurs services pour l'accomplissement de tâches d'intérêt général dont certaines inspirées par la politique du « retour à la terre » : assainissement de la Vallée des Beunes pour lui faire retrouver son potentiel agricole, ramassage des glands et des châtaignes, une priorité nationale face à la crise alimentaire, charbonnage du bois pour faire rouler les camions gazogènes. Petites entreprises et agriculteurs ont également recours à cette main-d'œuvre, par exemple en période de vendanges. Il est important aussi d'éviter une inactivité qui ferait de ces compagnies des poudrières.

A l'été 1942, la P.N.B. reprend ses activités, cette fois-ci au bénéfice de l'occupant, avant même l'invasion de la zone Sud en novembre. Elle passe alors sous contrôle allemand et produit explosifs et munitions. Pour cette raison, elle est bombardée à trois reprises par la Royal Air



Force en mars et avril 1944, sans pertes humaines. Le commandant de la 2^{ème} légion de la M.O.I. obtient alors le transfert des personnels indochinois en dehors de la poudrerie. Ils seront désormais cantonnés, non loin de là, à Creysse dans le nouveau « camp Bao Dai », des baraquements à usage d'habitation qui seront à leur tour frappés par la R.A.F, le 13 mai, faisant 5 morts.

La M.O.I., par la suite, fera revenir progressivement à la poudrerie la main d'œuvre indochinoise, qu'elle ait ou non servi précédemment à Bergerac. Elle y restera jusqu'en 1948, permettant de retrouver un effectif total de 1500 hommes entre la PNB, les entreprises et les fermes.

Ces travailleurs, qualifiés de « main d'œuvre encadrée » ne reçoivent directement aucun salaire de leur employeur, leur rémunération allant à la M.O.I. Cette rétention se fonde apparemment sur le fait que la puissance publique a pris ou prend en charge leur voyage, leur subsistance, leur encadrement, et assurera, le moment venu, leur retour. Il apparaît que les intéressés reçoivent comme argent de poche 1,6 % du total et 1% d'allocation familiale. Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas qu'un rapport officiel fasse état « d'un désenchantement » des travailleurs. En 2007, l'un d'entre eux, âgé de 91 ans, « le déplorera avec vigueur » à l'auteur.

D'entrée de jeu, ce dernier, à travers le titre de l'ouvrage, a fait ressortir la situation qui est celle des travailleurs : exploités. Il en apporte la preuve tout en faisant ressortir les moments susceptibles d'atténuer la rigueur d'un quotidien visiblement ingrat. Il reconnaît que la M.O.I. met un point d'honneur à permettre la célébration de la Fête du Têt, « pour éviter de donner une mauvaise image de la France ». Il évoque la construction d'une pagode en 1944, la célébration de la messe par un prêtre vietnamien venu de Toulouse, la réalisation de fresques dans les locaux de la PNB, le scoutisme, le sport, le théâtre, la création d'un foyer et d'une salle polyvalente.

Il ajoute aussi le jeu d'argent, « vice congénital » selon un commandant de compagnie de la M.O.I. . Des rapports avec la population française, on retient leur caractère limité aux contacts de l'infime minorité issue de l'élite parlant notre langue. Pour autant, les Périgourdins ont des « sentiments de distance et de pitié ». Notées pourtant, « les nombreuses intrigues sentimentales dont l'importance est vitale dans la vie triste de ces hommes ».

S'il fallait trouver un pendant, pour la Dordogne, à la riziculture en Camargue, dans le même contexte, ce serait le projet de culture du chanvre que devait rendre possible l'assainissement de la vallée des Beunes dont le lit des rivières avait été laissé à l'abandon depuis 50 ans. Impliquant, à moment donné, jusqu'à un millier d'hommes, il a été le plus médiatisé dans le genre, faisant la une de « L'Illustration » lors de la visite du Préfet Labarthe en juillet 1941. Engagé à l'initiative d'un négociant en textile du Nord replié aux Eyzies, Armand Triplet, le projet s'inscrit dans les objectifs de la « Révolution nationale » s'agissant de la réhabilitation des terres et de la renaissance de cultures délaissées ; il est financé à 70% par l'État mais



connaîtra des pénuries de main d'œuvre en raison de l'obligation, à partir de 1943, de mettre à la disposition de l'Organisation Todt les Indochinois effectuant des travaux d'intérêt public.

En vérité, ce sont surtout des arriérés de paiement à la M.O.I. des salaires par le syndicat des communes qui seront la cause des retraits de personnels. Il s'y ajoute les conditions d'hygiène indignes dans lesquelles vivent les Indochinois, lesquels travaillent pieds nus. Ces derniers quittent définitivement le site le 5 juillet 1943. Un groupe de jeunes Français du Service civique rural leur succède à l'été puis des travailleurs espagnols. En 1945, des prisonniers allemands

prennent leur place et ce sont des réfugiés espagnols qui fermeront la marche en 1948 alors que la gestion du chantier fait l'objet d'une saisine de la Cour des comptes. Le projet aura permis de curer 83 km de ruisseaux, des travaux qui, à défaut de chanvre, garantiront, par la suite, 10 ans de prospérité grâce à la culture du haricot vert.

Eloignés des Beunes, les travailleurs indochinois retrouvent les leurs à Bergerac où la Résistance multiplie les actions. Ils y contribuent par des sabotages dont l'explosion de 400.000 litres d'éther à la poudrerie. D'autres s'échappent pour fuir le colonisateur. En juin 1944, 200 d'entre eux rejoignent le groupe FFI « François Ier » et prennent part au défilé de la Libération, le 21 août. Certains poursuivront les Allemands sur le front de l'Atlantique, d'autres dans les poches de Royan et de La Rochelle. Un tiers des effectifs de la M.O.I. soit 4000 hommes, aurait rejoint les FFI ; ils retrouveront ensuite le chemin de l'institution qui les gère alors que celle-ci est soumise à l'épuration avec la volonté d'une fermeté en rapport avec les abus constatés. Les travailleurs, eux, seront incités à rejoindre les Forces expéditionnaires françaises en Extrême-Orient « pour lutter contre le nazisme et son allié japonais ». 496 signèrent leur engagement... Il est clair que s'impose alors le rapatriement des 15.000 travailleurs attendu depuis 1941 par les intéressés.

Un constat sévère est fait de l'incurie qui a prévalu pendant leur séjour : déficiences de l'encadrement, mauvaise qualité du logement, de la nourriture, de l'habillement, générant un profond mécontentement et le mépris de l'institution. Avec l'objectif de sauvegarder l'Indochine française et non de gérer une entreprise commerciale, le ministre des Colonies, René Pleven, appelle à sauver les intéressés et à exécuter notre devoir. Le 14 juin 1945, la M.O.I. est transférée au ministère des Colonies et devient la Direction des Travailleurs indochinois. Le ministère des Colonies disparaît six mois après, celui de la France d'Outre-mer voit le jour. Pour autant, le retour au pays est encore lointain. Les transports de troupes vers l'Indochine prennent le pas sur les rapatriements qui s'échelonneront en fait entre 48 et 50.

Alors que la France peine à restaurer son autorité en Indochine, les travailleurs ne sont pas sourds au combat mené par Ho Chi Minh ; des jeunes intellectuels vietnamiens viennent leur apporter la bonne parole. La contestation de l'encadrement français, devenu sensiblement moins prédateur mais hostile aux réformes, se fait jour parmi les quelque 800 travailleurs hébergés à Creysse, souvent en situation de chômage. Ils se plaignent de ne pas être traités



comme les Européens, sur le plan des salaires, même s'ils ont été augmentés de 50%, ils réclament la liberté et la garantie de l'emploi. Il semble que la DTI n'ait pas multiplié les efforts pour leur trouver du travail. Des conseils consultatifs élus, que les intéressés insistent à appeler « représentatifs », sont vus comme « une petite démocratie ». Ils permettent le licenciement de plusieurs cadres de la DTI.

Le 2 septembre 1945, Ho Chi Minh proclame l'indépendance à Hanoï. Dans les camps de la DTI, contestation, indiscipline mais obéissance aux mots d'ordre des délégués font florès. Le 11 avril 1946, seul le drapeau vietnamien a été hissé au camp Bao Daï lors d'un match de football inter-compagnies. Le lieutenant-colonel Valo, commandant de la 2^{ème} légion, quitte les lieux sans attendre la fin de la descente des couleurs, déclenchant une grève des travailleurs. L'administration fait le choix de céder et le licencie.

Le 22 juin 1946, Ho Chi Minh arrive en France. Celle-ci, le 6 mars 1946, a reconnu la République du Vietnam comme un État libre, dans le cadre de la Fédération indochinoise et de l'Union française. La conférence qui doit en définir les modalités se tiendra à Fontainebleau à partir du 6 juillet. Les points de vue divergent. Le Président du conseil, Georges Bidault, veut un referendum en Cochinchine, la plus riche composante du pays. Pham Van Dong, le négociateur vietnamien, ne lâche pas sur l'unité des trois « ky », Annam, Tonkin et Cochinchine. Ho Chi Minh « fait la conquête des cœurs dans les milieux politiques français ». Le 9 septembre, la conférence s'achève. Ho Chi Minh déclare « qu'il n'y a pas de « discordes véritable » mais « une divergence familiale », « pas question de rupture mais de suspension de séance ». Un modus vivendi est signé le 14 septembre : aucune date pour un referendum sur la Cochinchine, reprise de la conférence en 1947, droits démocratiques à chaque ressortissant des deux pays dans le pays de l'autre. Le 20 octobre, Ho Chi Minh est de retour à Hanoï ; il a regagné le Vietnam par voie de mer. Le 23 novembre 1946, la Marine française pilonne Haïphong faisant 6000 morts, marquant le début de la Guerre d'Indochine : 80.000 morts dans l'armée française, entre 500 et 900.000 morts Vietnamiens. Alors que le ministère de l'Intérieur appelle à la vigilance le Préfet de la Dordogne, les réactions à Creysse sont modérées : au moment de Noël, 600 Vietnamiens manifestent devant la P.N.B. Ils cèdent aux injonctions de la police mais demandent qu'une délégation soit reçue par le sous-préfet, ce qui est fait.

En septembre 1947, pour célébrer les deux ans d'indépendance, les Vietnamiens invitent la population au camp ; celle-ci se montre, sinon hostile, indifférente. En janvier 1948, Creysse accueille le congrès des Vietnamiens de France qui adopte des motions hostiles à Bao Daï et à l'Union française, et qui choisit Bergerac comme siège du comité exécutif central des travailleurs.

En février 1948, dans l'ensemble des camps, des rafles seront opérées par les gardes mobiles. Internés au camp de Bias dans le Lot-et-Garonne, les meneurs seront embarqués, dès le 24, sur le « Calais » à Port-de-Bouc, à destination de Saïgon, et 345 autres, à Marseille, sur le Saint-Nazaire. Cette mesure déclenche une grève générale à Creysse. En avril, ce sont tous les



résidents de Creysse qui seront brutalement déplacés et redéployés en dehors du département. Ils n'y reviendront plus. A leur propos, l'auteur insiste sur les conflits des dissidents, en leur sein, soit qu'ils réprouvent la rupture avec les Français, soit qu'ils contestent l'allégeance stalinienne plutôt que trotskiste d'Ho Chi Minh.

Dans ce contexte, les rapatriements volontaires peinent à se concrétiser. Les intéressés, alors que la situation se tend entre le Vietnam et la France, sont nombreux à redouter ce qu'il adviendra d'eux à leur retour, craignant un nouvel internement et la spoliation de leurs maigres économies. Le directeur de la D.T.I. menace d'utiliser la force pour les embarquements. Au 1^{er} janvier 1947, sur les 20.000 travailleurs de 1939, 5400 ont retrouvé leur foyer, essentiellement ceux qui avaient pu le faire avant le blocage de la route du Cap. Il faudra, d'août 1948 à juillet 1950, quelque 30 traversées après un exil forcé de 9 à 11 ans pour parvenir à rapatrier les 11.000 candidats au retour auxquels s'ajoutent les 500 meneurs arrêtés lors des opérations coup-de-poing. On déplorera le décès de 1190 travailleurs dont une centaine sur le trajet du retour.

Finalement, en 1955, lorsque la France ne prend plus en charge la traversée, il resterait 2600 travailleurs indochinois, passés du statut de requis à celui de ressortissants vietnamiens en France. Leurs enfants, nés avant 1955, d'abord français par leur mère, perdront la nationalité française en 1955 mais pourront la recouvrer à leur majorité.

A l'automne 1956, ironie du sort, ce sont des rapatriés d'Indochine, le père, français, la mère, vietnamienne, qui viendront occuper les locaux de Creysse ...

Jean-Pierre Vidon